

Lettre au Président du CMJD

Monsieur le Président

Le fait que le gouvernement, par la voix du ministre de la Communication, demande à la presse indépendante d'accompagner la transition traduit pour la première fois dans l'histoire du pays, une volonté manifeste de subordonner, dans leur fonction positive, l'ensemble des forces vives de la nation à la réalisation d'un projet déterminant pour l'avenir du pays.

Si la chronique que voici s'est toujours singularisée par la dérision, jetant par la même occasion le discrédit, ou tout au moins le doute, sur les programmes de l'Etat, ses politiques, sa gestion, ses méthodes et ses hommes, l'une des raisons majeures à cela reste, justement, l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis d'une presse qu'ils toléraient à peine, et en qui ils n'ont jamais voulu voir que la manifestation de l'intervention étrangère.

Les campagnes de sabotages systématiques et de banalisation du métier d'informer, érigées depuis plus d'une décennie en politique de communication et dont ont particulièrement souffert, surtout par l'intimidation, Le Calame, l'Unité, Mauritanie Nouvelles, l'Eveil Hebdo etc. m'en sont les meilleures illustrations et une

Aujourd'hui que le pouvoir, même à la faveur d'une situation particulièrement sensible, compose avec la presse dont il semble percevoir l'importance et les impacts, cela constitue une victoire de la démocratie qui peut et doit amener les médias à reconsidérer leurs positions et faire en sorte que leur participation à votre ambitieux projet de justice et de démocratie soit une réalité, mais une réalité consciente et responsable.

Cette participation des médias ne doit cependant pas faire oublier la rigueur qui veut que la presse, notamment les journaux indépendants, soient des outils de développement et non les soldats d'une cinquième colonne réductibles à des instruments de propagande.

Le ministre de la Communication a raison, la presse doit réellement se mobiliser car la situation dont vous avez hérité n'est certes pas des meilleures, et les enjeux qui s'y rapportent sont d'autant plus difficiles à relever que nos cadres et gestionnaires nécessitent, pour la plupart, une rééducation professionnelle et psychologique de nature à les amener à de meilleurs sentiments à l'égard de la chose publique.

Certains, les plus pessimistes, diront que c'est trop tard, le mal étant déjà fait, la compromission multifforme est irréversible. Je pense plutôt que non. Vingt années, même de gabe-gie, ne représentent rien dans la vie d'une nation; et bien utilisée, leur

expérience peut constituer un rempart contre le réveil des vieux démons et préfigurer d'une relance stimulée par l'exploitation éminente de tant de ressources naturelles.

Un bref état des lieux de ce que vous avez trouvé devant vous démontre que la vie économique était déplorable, la vie politique dans l'impasse, le processus démocratique en panne et les pouvoirs régaliens de l'Etat foulés au pied par ceux-là même qui étaient supposés les incarner et les traduire en contenu de faits d'autorité arbitre sur le terrain.

Les changements et les réformes que vous avez apportés et introduits, le choix de certains hommes, commencent miraculeusement à faire leurs effets. Il est par conséquent utile et incitatif de les évaluer, tout en dispensant à leur sujet une information saine et dénuée de tout caractère partisan, une information qui rompt définitivement avec la diffamation et l'apologie, afin de permettre aux Mauritanien(ne)s de juger de l'opportunité ou non du changement intervenu le 03 août 2005 et de juger de la capacité de leur pays à surmonter les crises.

Monsieur le Président

La situation humanitaire qui semble avoir été votre première préoccupation, en opérant un changement à la tête du CSA, a enregistré une avancée notable et a connu un regain d'intérêt. En ce sens qu'en l'espace d'un mois, un programme d'action de deux ans a été mis sur pied. Ce programme a contribué, par la prise en charge de familles entières dans six Moughataa de Nouakchott, à circonscrire l'épidémie de choléra dont la tendance ne cesse de baisser.

La coopération internationale, jusque-là réticente dans le domaine humanitaire connaît une amélioration appréciable, due essentiellement à la nouvelle gestion et à la rapidité avec laquelle le CSA a appliqué les orientations du gouvernement en matière de bonne gouvernance, gestion dont tous les observateurs, la presse en tête, et les utilisateurs s'accordent à reconnaître la transparence et la célérité dans l'exécution des programmes.

C'est dans ce cadre que l'acquisition d'importantes quantités de vivres et d'aliments de bétail distribués gratuitement a été faite, grâce à un plan de secours d'urgence élaboré par le CSA sur financements de la Coopération Française, de la coopération italienne et du PAM.

La distribution de ces denrées a permis d'éviter in extremis une famine aux conséquences très graves, dans des localités comme Ould Yengé et Bouly, et même à l'échelle des Wilayas vulnérables, comme le Hodh Echarghi, Dakhlet Nouadhibou, le Tiris Zemmour, l'Adrar, l'Inchiri, le Tagant et le Trarza dont deux

réelles origines dans le passé du pays.

Monsieur le Président

L'exemple du CSA, n'est pas l'unique depuis le 3 août 2005, il y a également celui de la justice, dont le ministre, brillant avocat, commence à essuyer les attaques des milieux réfractaires à toute évolution normale dans le pays. Des milieux dont les intérêts sont fondés sur l'espoir de voir l'institution judiciaire demeurer ce qu'elle était sous Ould Taya, c'est-à-dire, une corporation où les jugements, les ordonnances et les décisions sont achetés à bas prix dans ce qui tient plus d'un authentique souk oriental que d'un palais de justice qui se respecte.

Il y a également l'exemple du Ministère de l'Intérieur dont l'une des premières actions avait été de concrétiser l'un des droits fondamentaux du citoyen, à savoir l'obtention du passeport. Le Directeur Général adjoint de la Sûreté nationale, le Commissaire Abdallahi Ould Mohamd Mahmoud, est en train de donner dans ce domaine précis toute la dimension de son génie, mais aussi et surtout de mettre en avant les qualités qui font sa réputation d'homme généreux, intègre et de serviteur dévoué de l'Etat.

Ces exemples, pour ne citer qu'eux,

incitent à l'optimisme, insufflent un sang nouveau à la république, orientent globalement l'action de l'Etat et, plus important encore, redonnent confiance à un peuple qui ne croit plus en rien, même plus en lui-même. Et pour revenir à la requête du ministre de la Communication, la presse doit accompagner la transition, mais il vous revient à vous, Monsieur le Président, de lui en donner matière à écrire pour informer, en continuant et en insistant sur votre lancée de changement qualitatif.

Il conviendrait d'autre part de comprendre que toute ambition de faire jouer à la presse le rôle qui est le sien, passe obligatoirement par son assainissement, qui, lui, consiste à la purger des hordes d'hommes de main qui l'infestent pour le compte des antidémocrates et autres nébuleuses mafieuses, qui caressent en secret le sombre projet de tuer dans l'œuf toute velléité de démocratie et de justice. La même logique s'appliquerait de façon plus radicale et plus urgente à l'administration et avec la pépinière de cadres dont sont issus ceux cités en référence, vous n'avez que l'embaras du choix, pour peu que les pesanteurs sociales et politiques vous en laissent la marge de manœuvre nécessaire.